

Rapport annuel et final de mise en œuvre pour l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi»

PARTIE A

1. IDENTIFICATION DU RAPPORT ANNUEL/FINAL DE MISE EN ŒUVRE

CCI	2014FR16RFOP001
Intitulé	Programme Opérationnel Interrégional FEDER Alpes 2014-2020
Version	2015.0
Date d'approbation du rapport par le comité de suivi	

2. VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 2, ET ARTICLE 111, PARAGRAPHE 3, POINT A), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

2.1. Key information on the implementation of the operational programme for the year concerned, including on financial instruments, with relation to the financial and indicator data.

I. Résumé des activités au titre de l'année 2014

L'année 2014 a été consacrée à la finalisation et à la négociation du POIA 2014-2020 avec l'ensemble du partenariat interrégional, et avec la Commission européenne. Celle-ci l'a approuvé par décision n° C(2014)9777 du 11 décembre 2014. Le premier Comité de suivi interrégional 2014-2020 a ainsi pu être réuni le 19 février 2015. Il a validé les critères et les procédures de sélection des opérations financées par le POIA.

Parallèlement, la Région s'est concentrée sur la préparation du Descriptif de Système de Gestion et de Contrôle (DSGC), nécessaire à sa désignation en tant qu'Autorité de gestion, conformément à l'article 124 du Règlement (UE) n° 1303/2013 portant dispositions communes relatives aux FESI. Plus largement, pendant cette année, il a fallu préparer l'institution à l'exercice de ses futures missions d'Autorité de Gestion, dans le respect de la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, organisant le transfert par l'Etat aux Régions de ses compétences en matière de gestion des programmes européens (structuration de l'organisation interne, recrutements, transferts de personnels de l'Etat, Plan de formation "Europe").

La Région a également participé, toute l'année 2014, aux groupes de travail techniques organisées par le CGET et l'Agence des Services et de paiement (ASP) sur la mise en place du logiciel de gestion SYNERGIE.

Enfin, mi-2014, la Région a lancé le chantier de préparation de la stratégie de communication du POIA. Un premier diagnostic de l'information des citoyens et des porteurs de projets du territoire régional sur les fonds européens a ainsi pu être présenté au Comité de suivi interrégional du 19 février 2015.

II. Résumé des activités au titre de l'année 2015

L'année 2015 a été l'année de démarrage opérationnel du POIA

A. Séminaire de lancement de la nouvelle programmation, et dispositif d'information et d'animation du POIA 2014-2020

Conformément aux exigences et recommandations de la Commission européenne, la Région a fait le choix, validé lors du Comité de Suivi du 19 février 2015, de mettre en œuvre les crédits européens dont elle exerce la responsabilité par le biais d'appels à candidatures. Cette modalité permet non seulement de garantir la transparence et l'égalité de traitement des porteurs de projets mais aussi de mieux piloter la programmation, au travers du choix d'ouverture des appels et enveloppes de crédits européens dédiés. Lors de ce Comité de Suivi, les résultats de l'enquête sur la communication de la programmation 2007-2013 ont également été présentés.

Le séminaire de lancement POIA s'est tenu l'après-midi du 19 février 2015, à la Villa Méditerranée à Marseille, en présence du partenariat interrégional, des porteurs de projets et de M. Wolf, Chef d'Unité adjoint de la DG Regio.

Ont été ainsi présentés :

- Les enjeux stratégiques 2014-2020 en lien avec la Stratégie UE 2020 et les objectifs renforcés en termes de Qualité, de Performance et de Résultats
- Les appels à candidature, à destination des porteurs de projets potentiels et structures relais d'information, en insistant sur les modalités concrètes d'accès aux crédits 2014-2020.

Sur l'année 2015, 5 appels à candidatures, dont un appel à projets et quatre appels à propositions, ont été lancés, permettant d'ouvrir à la programmation les trois axes et les quatre priorités d'investissement du Programme dès la première année de mise en œuvre.

Un dispositif d'animation a été mis en place dans l'objectif de clarifier et simplifier l'information aux porteurs de projets potentiels, en réponse aux enseignements mis en évidence dans les évaluations des programmes 2007-2013, pointant un accès jugé souvent complexe aux fonds européens. A l'issue de 4 réunions d'un réseau d'acteurs relais, 7 séminaires territoriaux, 3 réunions dédiées à la dynamique des espaces valléens, un total d'environ 300 participants ont pu être informés des opportunités européennes ainsi ouvertes au titre du POIA. 108 porteurs de projets potentiels ont parallèlement été accueillis par les équipes dédiées à l'accompagnement des porteurs.

Cette animation est relayée par la Stratégie de communication, spécifique au POIA, validée par le Comité de suivi interrégional du 4 décembre 2015.

B. Un démarrage de programmation concentré sur la sélection des Espaces Valléens

A fin décembre 2015, à l'issue de 2 Comités Interrégionaux Régionaux de Programmation par voie électronique, le taux de programmation est de 6.24 %.

Au total, 34 dossiers ont été ainsi programmés pour un coût total de projet de 4 599 190 €, et un montant FEDER de 2 120 957 €

Le taux de programmation modeste à la fin de l'année 2015 s'explique essentiellement par la procédure de sélection des espaces valléens, prérequis nécessaire à la mise en œuvre d'une large part du 1er objectif spécifique du programme « Accroître la découverte estivale du Massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel », auquel une part substantielle des crédits du POIA est affectée (18 millions d'euros de FEDER). En effet, l'année 2015 a été celle de l'élaboration par les candidats de leurs stratégies (pour 6 ans) et de leurs plans d'actions (pour 3 ans) en tant qu'espaces valléens.

Une fois ces espaces valléens sélectionnés dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de massif alpin, ceux-ci pourront déposer des demandes de financement de leurs actions au titre du premier objectif spécifique du POIA. En revanche, il convient de noter que les crédits POIA ont été mobilisés en 2015 pour co-financer l'élaboration

des stratégies et plans d'action par les candidats espaces-valléens dans le cadre d'un appel à projet dédié.

Pour mémoire, les « espaces valléens » sont des territoires de projet :

- se situant sur le massif des Alpes français et sélectionné par les membres du partenariat du Massif des Alpes (la Région Provence Alpes Côte d'Azur, la Région Rhône-Alpes/Auvergne, le CGET/Commissariat de Massif)
- dont l'objectif est de répondre aux enjeux alpins de diversification touristique par le développement de la découverte des patrimoines naturels et culturels de montagne.

C. Poursuite des chantiers organisationnels et évaluation

Une première version du DSGC et de ses annexes a été déposée auprès de l'Autorité d'Audit fin juin 2015. Elle s'est rendue sur place du 24 au 26 novembre 2015, en vue du dépôt d'une version finale en 2016.

La reprise en main, en 2015, au niveau national, du chantier SYNERGIE, a permis le déploiement du module dépôt du logiciel. La livraison des autres modules est intervenue entre l'été et le mois de novembre 2015. Leur mise en service sera réalisé en 2016.

Enfin, le Comité de suivi interrégional du 4 décembre 2015 a validé le plan d'évaluation du POIA 2014-2020.

3. RÉALISATION DE L'AXE PRIORITAIRE [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 2, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

3.1. Vue d'ensemble de la réalisation

ID	Axe prioritaire	Informations clés sur la mise en œuvre de l'axe prioritaire avec référence aux principaux développements, aux problèmes majeurs et aux mesures prises pour traiter ces derniers.
1	Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne	<p>34 projets ont été programmés au titre de l'axe 1 « Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne » :</p> <p>- 29 projets ont été programmés dans le cadre de l'Objectif Spécifique 1 : « Accroître la découverte estivale du Massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel » pour un coût total de 3 053 695 M€ dont 1 366 355 € de FEDER, témoignant d'une bonne réactivité des acteurs du massif pour engager la démarche des espaces valléens.</p> <p>Le POIA a ainsi permis à 26 territoires intéressés (EPCI et PNR majoritairement) de candidater à une aide financière pour élaborer leur stratégie de diversification touristique et sa déclinaison en plan d'actions, support de la sélection des Espaces Valléens.</p> <p>3 actions de sensibilisation, de découverte et de promotion des patrimoines naturels et culturels de montagne conduites spécifiquement à une échelle interrégionale ont également été financées.</p> <p>- 5 projets ont été programmés dans le cadre de l'Objectif Spécifique 2 « Protéger la biodiversité et les continuités écologiques alpines » pour un coût total de 1 545 495 € dont 754 602 € de FEDER. Cela représente un démarrage relativement satisfaisant considérant la date d'ouverture des appels à propositions et le temps nécessaire aux porteurs de projet pour s'approprier le dispositif. Toutefois 2 projets ont dû être reprogrammés en 2016 afin de modifier leurs plans de financement. 3 projets ont été déposés par le Conservatoire Botanique National Alpin (CBNA), un par la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) et un par l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS).</p>

ID	Axe prioritaire	Informations clés sur la mise en œuvre de l'axe prioritaire avec référence aux principaux développements, aux problèmes majeurs et aux mesures prises pour traiter ces derniers.
2	Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction	Aucune programmation à fin 2015.
3	Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels	Aucune programmation à fin 2015.
4	Assistance technique du programme	Aucune programmation à fin 2015.

3.2. Indicateurs communs et spécifiques au programme [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Axes prioritaires, à l'exclusion de l'assistance technique

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Priorité d'investissement	6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER)

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	Observations
F	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	Plus développées	110,00			0,00			
S	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	Plus développées	110,00			26,00			
F	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	Plus développées	110,00			0,00			
S	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	Plus développées	110,00			8,00			

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	Observations
F	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	Campagne de promotion interrégionale	Plus développées	18,00			0,00			
S	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	Campagne de promotion interrégionale	Plus développées	18,00			11,00			

(1) S=Opérations retenues, F=Opérations totalement réalisées

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	0,00		
S	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	0,00		
F	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	0,00		
S	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	0,00		
F	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	0,00		

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
S	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	0,00		

Non validé

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Priorité d'investissement	6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel
Objectif spécifique	OS1 - Accroître la découverte estivale du massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2015 Total	2015 Qualitative	Observations
Ir1	Nombre de nuitées touristiques estivales	Nuitée	Plus développées	50 798 000,00	2012	53 340 000,00	50 798 000,00		

ID	Indicateur	2014 Total	2014 Qualitative
Ir1	Nombre de nuitées touristiques estivales	50 798 000,00	

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Priorité d'investissement	6d - Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER)

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	Observations
F	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	Plus développées	25,00			0,00			
S	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	Plus développées	25,00			35,00			
F	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	Ouvrages de restauration	Plus développées	4,00			0,00			
S	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	Ouvrages de restauration	Plus développées	4,00			4,00			
F	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la	plans d'actions	Plus développées	27,00			0,00			

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	Observations
		biodiversité soutenus									
S	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	plans d'actions	Plus développées	27,00			4,00			

(1) S=Opérations retenues, F=Opérations totalement réalisées

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	0,00		
S	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	0,00		
F	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	0,00		
S	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	0,00		
F	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	0,00		
S	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la	0,00		

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
		biodiversité soutenus			

Non validé

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Priorité d'investissement	6d - Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes
Objectif spécifique	OS2 - PROTEGER LA BIODIVERSITE ET LES CONTINUITES ECOLOGIQUES ALPINES

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2015 Total	2015 Qualitative	Observations
Ir2	Taux d'espèces naturelles d'intérêt communautaire menacées sur les Alpes	Pourcentage	Plus développées	53,00	2012	50,00	53,00		

ID	Indicateur	2014 Total	2014 Qualitative
Ir2	Taux d'espèces naturelles d'intérêt communautaire menacées sur les Alpes	53,00	

Axe prioritaire	2 - Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction
Priorité d'investissement	3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER)

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	Observations
F	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	Plus développées	110,00			0,00			
S	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	Plus développées	110,00			0,00			
F	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprises	Plus développées	63,00			0,00			
S	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprises	Plus développées	63,00			0,00			
F	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	Plus développées	110,00			0,00			

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	Observations
S	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	Plus développées	110,00			0,00			
F	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	EUR	Plus développées	15 120 000,00			0,00			
S	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	EUR	Plus développées	15 120 000,00			0,00			

(1) S=Opérations retenues, F=Opérations totalement réalisées

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	0,00		
S	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	0,00		
F	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	0,00		
S	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	0,00		

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	0,00		
S	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	0,00		
F	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	0,00		
S	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	0,00		

Non Validé

Axe prioritaire	2 - Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction
Priorité d'investissement	3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation
Objectif spécifique	OS3 - ACCROITRE L'OFFRE CERTIFIE DE BOIS D'OEUVRE ALPIN TRANSFORME LOCALEMENT

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2015 Total	2015 Qualitative	Observations
Ir3	Nombre d'entreprises alpines de transformation de bois d'œuvre certifiées « Bois des Alpes »	Entreprise	Plus développées	24,00	2014	85,00	24,00		

ID	Indicateur	2014 Total	2014 Qualitative
Ir3	Nombre d'entreprises alpines de transformation de bois d'œuvre certifiées « Bois des Alpes »	24,00	

Axe prioritaire	3 - Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels
Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER)

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	Observations
F	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	Plus développées	33,00			0,00			
S	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	Plus développées	33,00			0,00			
F	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	réunion	Plus développées	16,00			0,00			
S	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	réunion	Plus développées	16,00			0,00			
F	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels	partenariat	Plus développées	6,00			0,00			

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	Observations
		pour la gestion des risques naturels									
S	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	partenariat	Plus développées	6,00			0,00			

(1) S=Opérations retenues, F=Opérations totalement réalisées

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	0,00		
S	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	0,00		
F	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	0,00		
S	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	0,00		
F	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques	0,00		

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
		naturels			
S	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	0,00		

Non validé

Axe prioritaire	3 - Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels
Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe
Objectif spécifique	OS4 - Etendre et améliorer la gestion intégrée des risques naturels sur le massif

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2015 Total	2015 Qualitative	Observations
Ir9	Taux de la population alpine concernée par une démarche de gestion intégrée des risques naturels	pourcentage	Plus développées	7,00	2014	14,40	7,00		

ID	Indicateur	2014 Total	2014 Qualitative
Ir9	Taux de la population alpine concernée par une démarche de gestion intégrée des risques naturels	7,00	

Axes prioritaires pour l'assistance technique

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER)

Axe prioritaire		4 - Assistance technique du programme									
(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	Observations
F	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	séminaires		6,00			0,00			
S	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	séminaires		6,00			0,00			
F	IRat2	Taux d'erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	pourcentage		2,00			0,00			
S	IRat2	Taux d'erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	pourcentage		2,00			0,00			
F	IRat3	Nombre moyen d'ETP affecté à	Equivalent temps		5,50			0,00			

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	Observations
		l'assistance technique du POIA	plein								
S	IRat3	Nombre moyen d'ETP affecté à l'assistance technique du POIA	Equivalent temps plein		5,50			0,00			

(1) S=Opérations retenues, F=Opérations totalement réalisées

(1)	ID	Indicateur	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	0,00		
S	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	0,00		
F	IRat2	Taux d'erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	0,00		
S	IRat2	Taux d'erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	0,00		
F	IRat3	Nombre moyen d'ETP affecté à l'assistance technique du POIA	0,00		
S	IRat3	Nombre moyen d'ETP affecté à l'assistance technique du POIA	0,00		

Axe prioritaire	4 - Assistance technique du programme
Objectif spécifique	OSat - OS : Mettre en œuvre un pilotage par les résultats, une gestion efficace et sécurisée du FEDER et accroître la lisibilité des actions co-financées par le POIA

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2015 Total	2015 Qualitative	Observations
1	Nombre de porteurs de projets renseignés en amont d'une demande de financement	porteurs de projets					108,00		
2	Sentiment d'information sur les projets soutenus par l'UE sur les Alpes	Taux d'information					16,00		

ID	Indicateur	2014 Total	2014 Qualitative
1	Nombre de porteurs de projets renseignés en amont d'une demande de financement	0,00	
2	Sentiment d'information sur les	16,00	

	projets soutenus par l'UE sur les Alpes		
--	---	--	--

Non validé

Tableau 3B: Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien du programme opérationnel net de soutien multiple aux mêmes entreprises

Indicateur	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien du PO net de soutien multiple
CO02 - Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	
CO01 - Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	
CO04 - Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	

3.3. Tableau 5: Informations sur les valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance

Non validé

3.4. Données financières [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Tableau 6: Informations financières au niveau de l'axe prioritaire et du programme

Axe prioritaire	Fonds	Catégorie de région	Base de calcul	Financement total	Taux de cofinancement	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Proportion de la dotation totale couverte avec les opérations sélectionnées	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'autorité de gestion	Proportion de la dotation totale couverte par les dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires	Nombre d'opérations sélectionnées
1	FEDE R	Plus développées	Total	43 620 000,00	50,00	4 599 191,22	10,54%	3 618 474,23	0,00	0,00%	34
2	FEDE R	Plus développées	Total	12 000 000,00	50,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0
3	FEDE R	Plus développées	Total	10 000 000,00	50,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0
4	FEDE R	Plus développées	Total	2 380 000,00	50,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0
Total	FEDE R	Plus développées		68 000 000,00	50,00	4 599 191,22	6,76%	3 618 474,23	0,00	0,00%	34
Total général				68 000 000,00	50,00	4 599 191,22	6,76%	3 618 474,23	0,00	0,00%	34

Tableau 7: Ventilation des données financières cumulées par catégorie d'intervention pour le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion [article 112, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE) n° 1303/2013 et article 5 du règlement (UE) n° 1304/2013]

Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses		Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Catégorie de région	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territorial	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations retenues pour un soutien	Coût public éligible des opérations retenues pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'autorité de gestion	Nombre d'opérations retenues
1	FEDER	Plus développées	085	01	03	07	06			FR82	1 545 495,30	1 231 433,70	0,00	5
1	FEDER	Plus développées	097	01	03	07	06			FR71	959 812,63	713 162,50	0,00	13
1	FEDER	Plus développées	097	01	03	07	06			FR82	2 093 883,29	1 673 878,03	0,00	16
2	FEDER	Plus développées												
3	FEDER	Plus développées												
4	FEDER	Plus développées												

Table 8: The use made of cross-financing

1	2	3	4	5	6
Use of cross-financing	Priority axis	The amount of EU support envisaged to be used for cross financing based on selected operations (EUR)	Share of the total EU financial allocation to the priority axis (%) (3/total financial allocation to priority axis*100)	Eligible expenditure used under cross financing declared by the beneficiary to the managing authority (EUR)	Share of the total financial allocation to the priority axis (%) (5/total financial allocation to priority axis*100)

Table 9: Cost of operations implemented outside the programme area (the ERDF and the Cohesion Fund under the Investment for growth and jobs goal)

1	2	3	4	5
Priority axis	The amount of support envisaged to be used for operations implemented outside the programme area based on selected operations (EUR)	Share of the total financial allocation to the priority axis (%) (3/total financial allocation to priority axis*100)	Eligible expenditure incurred in operations implemented outside the programme area declared by the beneficiary to the managing authority (EUR)	Share of the total financial allocation to the priority axis (%) (5/total financial allocation to priority axis*100)

Tableau 10: Dépenses supportées en dehors de l'Union (FSE)

Montant des dépenses qu'il est envisagé de supporter en dehors de l'Union au titre des objectifs thématiques 8 et 10 sur la base des opérations retenues (en euros)	Part de la dotation totale (participation de l'Union et nationale) allouée au programme du FSE ou part du FSE dans un programme multi-fonds [1/dotation totale (contribution de l'Union et nationale) allouée au programme du FSE ou part du FSE dans un programme multi-fonds*100]	Dépenses éligibles supportées en dehors de l'Union déclarées par le bénéficiaire à l'autorité de gestion (en euros)	Part de la dotation totale (participation de l'Union et nationale) allouée au programme du FSE ou part du FSE dans un programme multi-fonds [3/dotation totale (contribution de l'Union et nationale) allouée au programme du FSE ou part du FSE dans un programme multi-fonds*100]

Tableau 11: Allocation de ressources de l'IEJ aux jeunes en dehors des régions de niveau NUTS 2 admissibles

Axe prioritaire	Montant du soutien de l'Union au titre de l'IEJ (dotation propre à l'IEJ et soutien du FSE correspondant) prévu pour être alloué à des jeunes en dehors des régions de niveau NUTS 2 admissibles (en euros), tel qu'indiqué à la section 2.A.6.1 du programme opérationnel	Montant du soutien de l'Union au titre de l'IEJ (dotation propre à l'IEJ et soutien du FSE correspondant) alloué à des opérations visant à soutenir des jeunes en dehors des régions de niveau NUTS 2 éligibles (en euros)	Dépenses éligibles supportées dans le cadre des opérations visant à soutenir des jeunes en dehors des régions éligibles (en euros)	Soutien de l'Union correspondant aux dépenses éligibles supportées dans le cadre des opérations visant à soutenir des jeunes en dehors des régions admissibles, résultant de l'application d'un taux de cofinancement de l'axe prioritaire (en euros)
Total	0,00	0,00	0,00	0,00

4. SYNTHÈSE DES ÉVALUATIONS

Synthèse des résultats de toutes les évaluations du programme qui sont devenues disponibles au cours de l'exercice précédent, avec mention du nom et de la période de référence des rapports d'évaluation utilisés

--

Non Validé

**5. VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉALISATION DE L'INITIATIVE POUR
L'EMPLOI DES JEUNES**

--

Non Validé

6. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 2, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

a) Problèmes entravant la réalisation du programme ainsi que les mesures prises

1. Difficultés liées à la préparation de la programmation 2014-2020

Le processus de décentralisation de la gestion des FESI aux Régions, a été organisé par la loi de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles du 27 janvier 2014. Il a donc fallu, toute l'année 2014, organiser ce transfert de compétences, tout en préparant le démarrage de la programmation, et clôturer la programmation 2007-2013.

Par ailleurs, les éléments réglementaires nécessaires au lancement de la programmation ma programmation 2014-2020 sont parus en fin d'année 2013. C'est pourquoi, l'année 2014 fut consacrée à la finalisation des programmes dont la Région est Autorité de gestion, et à la préparation du Descriptif de Système de Gestion et de Contrôle. Grâce à la mobilisation des équipes de l'Autooirté de gestion, le PO FEDER/FSE Provence-Alpes-Côte d'Azur 2014-2020 a été approuvé le 12 décembre 2014, et le premier Comité de suivi interfonds a pu être organisé avant la fin de l'année 2014, le 18 décembre.

Enfin, certains textes ont été adoptés tardivement, comme le décret national d'éligibilité des dépenses, adopté le 8 mars 2016.

Parmi les difficultés juridiques rencontrées en 2014 et 2015, on peut aussi évoquer la complexité réglementaire accrue liée à l'obligation d'articulation des règlements relatifs aux FESI avec l'ensemble des règles applicables aux aides d'Etat, supposant une parfaite maîtrise de celles-ci par les services instructeurs. Au vu de cette ocmplexité, des formations ont été organisées en 2014 et en 2015, en interne, sur les régimes d'aides, la commande publique et la gestion de dossiers FEDER et FSE, dans le cadre d'un Plan de formation "Europe". Les porteurs de projets ont, quant à eux, bénéficié de formations en 2015, après le démarrage de la programmation.

2. Difficultés liées au chantier SYNERGIE

Durant toute l'année 2014 les Régions ont fait remonter de manière formelle et régulière, individuellement, ou collectivement via l'ARF, les insuffisances et les conséquences du retard pris par le chantier Synergie.

Les livraisons des modules du palier 1 du logiciel (dépôt-instruction-programmation) se sont poursuivies jusqu'à l'été 2015. Face à ces difficultés et retards, le CGET a remis à plat le pilotage du chantier, le contenu des modules et de leur calendrier de livraison, afin de favoriser la finalisation du palier 1 (Export des données, Editions et publipostages, Gestion des indicateurs ...) et de sécuriser les livraisons liées à des

obligations réglementaires ou à des échéances fixées (ex. IEJ).

L'effet de cette gestion de transition a été significatif : le palier 2 (contrôles de services fait, paiement et validation AC) a été stabilisé avec la version livrée à l'automne 2015.

Pour ne pas retarder la programmation, la Région a fait le choix de la lancer sans l'outil de gestion informatisé et de n'utiliser que les modules du logiciel jugés au fur et à mesure stables. Pour cette raison jusqu'au mois de novembre le seul module informatique déployé auprès des services gestionnaires était le module permettant l'enregistrement des dossiers en phase de dépôt (module "dépôt"). Avec la livraison de la V2 de Synergie, depuis le mois de novembre le travail de paramétrage des autres modules "cœur de métier" du logiciel a pu démarrer et se poursuivra en 2016 avec la formation et l'accompagnement des utilisateurs.

Par conséquent, la Région devra rattraper les dossiers programmés en 2015 dans Synergie, durant toute l'année 2016.

3 .Difficultés propres au POIA

A noter également, comme indiqué précédemment, le frein à la dynamique de programmation constitué par la procédure de sélection des Espaces Valléens comme préalable à la programmation d'une part importante des actions prévues dans le cadre de l'OS1 « Accroître la découverte estivale du Massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel » (la première phase de sélection des Espaces Valléens n'étant intervenue que fin novembre 2015). Ce retard devrait être rattrapé en 2016, grâce au travail important d'animation des Espaces Valléens sélectionnés, favorisant l'émergence de projets.

On a pu également noter un démarrage plus tardif de la dynamique de programmation des axes 2 et 3 du Programme, en raison notamment de bénéficiaires potentiels (en particulier les PME de la filière bois-construction pour l'axe 2) moins aguerris aux exigences d'un dépôt de dossier pour des fonds européens et d'un important besoin d'animation amont, qui a néanmoins porté ses fruits dès 2015 avec une montée en puissance du nombre de dossiers déposés en fin d'année.

b) Une évaluation permettant de déterminer si les progrès accomplis pour atteindre les valeurs cibles sont suffisants pour garantir leur réalisation, qui indique les éventuelles mesures correctrices prises ou prévues, le cas échéant.

--

Non Validé

7. RÉSUMÉ À L'INTENTION DES CITOYENS

Un résumé du contenu du rapport annuel et du rapport final de mise en œuvre à l'intention des citoyens doit être mis à la disposition du public et transféré dans un fichier séparé sous la forme d'une annexe au rapport annuel et au rapport final de mise en œuvre.

Vous pouvez charger/trouver le résumé à l'intention des citoyens via l'onglet Général > Documents dans l'application SFC2014

Non validé

8. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Non Validé

9. FACULTATIF POUR LE RAPPORT À PRÉSENTER EN 2016, SANS OBJET POUR LES AUTRES RAPPORTS ALLÉGÉS: ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

Tableau 14: Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante générales applicables

Conditions ex ante générales	Critères non respectés	Mesures prises	Date limite	Organismes responsables	Action achevée dans les délais	Critères remplis	Date prévue pour la mise en œuvre totale des actions restantes	Commentaire
------------------------------	------------------------	----------------	-------------	-------------------------	--------------------------------	------------------	--	-------------

Tableau 15: Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante thématiques applicables

Conditions ex ante générales	Critères non respectés	Mesures prises	Date limite	Organismes responsables	Action achevée dans les délais	Critères remplis	Date prévue pour la mise en œuvre totale des actions restantes	Commentaire
------------------------------	------------------------	----------------	-------------	-------------------------	--------------------------------	------------------	--	-------------

10. PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'ÉLABORATION ET LA RÉALISATION DE GRANDS PROJETS ET DE PLANS D'ACTION COMMUNS [ARTICLE 101, POINT H), ET ARTICLE 111, PARAGRAPHE 3, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

10.1. Grands projets

Tableau 12: Grands projets

Projet	CCI	Statut du GP	Total des investissements	Montant total des coûts éligibles	Date de notification/soumission prévue	Date d'accord/approbation tacite par la Commission	Date prévue pour le début de la mise en œuvre (année, trimestre)	Date d'achèvement prévue	Axes prioritaires/priorités d'investissement	État d'avancement actuel - progrès financiers (% des dépenses certifiées auprès de la Commission par rapport au coût total éligible)	État d'avancement actuel - progrès physiques - Principale phase de mise en œuvre du projet	Résultats principaux	Date de signature du premier marché de travaux	Observations

Problèmes importants rencontrés dans la mise en œuvre des grands projets et mesures prises pour y faire face

--

Non Validé

Toute modification prévue de la liste des grands projets figurant dans le programme opérationnel

--

Non Validé

10.2. Plans d'action communs

Progrès accomplis

--

Non Validé

Tableau 13: Plans d'action communs (PAC)

Intitulé du PAC	CCI	Phase de mise en œuvre du PAC	Montant total des coûts éligibles	Total de l'aide publique	Contribution du PO au PAC	Axe prioritaire	Type de PAC	Soumission [prévue] à la Commission	Date [prévue] pour le début de la mise en œuvre	Fin [prévue]	Principaux résultats et réalisations	Total des dépenses éligibles certifiées auprès de la Commission	Observations
-----------------	-----	-------------------------------	-----------------------------------	--------------------------	---------------------------	-----------------	-------------	-------------------------------------	---	--------------	--------------------------------------	---	--------------

Problèmes importants rencontrés et mesures prises pour y faire face

--

Non Validé

PARTIE B
RAPPORTS PRÉSENTÉS EN 2017 ET 2019 ET RAPPORT FINAL DE MISE EN
ŒUVRE

(article 50, paragraphe 4, et article 4, du règlement (UE) n° 1303/2013)

11. ÉVALUATION DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME
OPÉRATIONNEL [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 4, ET ARTICLE 111, PARAGRAPHE
4, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

11.1. Informations de la partie A et réalisation des objectifs du programme [article
50, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Axe prioritaire	2 - Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction
Axe prioritaire	3 - Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels
Axe prioritaire	4 - Assistance technique du programme

11.2. Mesures spécifiques prises pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et prévenir la discrimination, en particulier concernant l'accessibilité pour les personnes handicapées, et les dispositions visant à garantir l'intégration de la dimension «hommes-femmes» au niveau du programme opérationnel et des opérations [article 50, paragraphe 4, et article 111, paragraphe 4, deuxième alinéa, point e), du règlement (UE) n° 1303/2013]

11.3. Développement durable [article 50, paragraphe 4, et article 111, paragraphe 4, deuxième alinéa, point f), du règlement (UE) n° 1303/2013]

11.4. Communication des données relatives au soutien affecté aux objectifs liés au changement climatique [article 50, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1303/2013]

11.5. Role of partners in the implementation of the programme

La préparation et la mise en œuvre du programme opérationnel POIA sont assurées dans le respect du principe de partenariat conformément à l'article 5 du règlement général (UE) 1303/2013.

L'année 2015 a été l'année de démarrage opérationnel du POIA. Le séminaire de lancement POIA s'est tenu l'après-midi du 19 février 2015, à la Villa Méditerranée à Marseille, en présence de la DG REGIO. Ce séminaire a permis d'informer et d'échanger avec le partenariat sur les enjeux de mise en œuvre et de gestion du POIA.

Les services de l'Etat et la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET), les collectivités territoriales, les associations de collectivités territoriales, les parcs nationaux et régionaux, les chambres consulaires, la société civile, la Commission européenne, du Président délégué du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur sont étroitement associés par le conseil régional PACA à

la mise en œuvre du POIA dans des comités Etat-Région.

Ainsi le Préfet Coordonnateur de Massif et les deux Présidents des Régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes assurent une coprésidence des comités de suivi POIA et du Comité interrégional de Programmation (CIRP).

Ces Comités sont chargés de veiller à la mise en œuvre du programme interrégional sur le Massif des Alpes.

Les comités sont organisés par la Direction de l'Autorité de Gestion (DAG) en lien avec la Direction des Affaires Européennes (DAE), les services de l'Etat et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Ces comités, associant le partenariat régional, permettront de donner une vision partagée des fonds utilisés au niveau régional quelle que soit l'autorité de gestion en charge.

- Consultation écrite ;*
- Réunion collective (Comité de suivi et Comité de programmation) ;*
- Réunions techniques préparatoires par fonds ;*
- Site extranet dédié.*

12. INFORMATIONS ET ÉVALUATION OBLIGATOIRES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 111, PARAGRAPHE 4, PREMIER ALINÉA, POINTS A) ET B), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

12.1. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'évaluation et le suivi donné aux résultats des évaluations

--

12.2. Les résultats des mesures d'information et de publicité relatives aux Fonds, prises en application de la stratégie de communication

Dans le cadre de la stratégie de communication, les mesures d'information et de publicité suivantes ont été déployées en 2015 :

Enquêtes notoriété ; Evènement de lancement ; Site internet europe.regionpaca.fr ; Identité visuelle et charte graphique ; Guide du porteur de projet ; Journée de l'Europe (futur Joli mois de l'Europe) ; Module de "publicité" formation des bénéficiaires ; Kit de publicité « bénéficiaires » en version numérique ; Boîte à outils « partenaires et relais » et Journal de la Région.

**13. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 4, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]
(LES DONNÉES PEUVENT ÊTRE INCLUSES DANS LE RAPPORT À PRÉSENTER EN 2016. — VOIR LE POINT 9 CI-DESSUS) (DONNÉES REQUISES DANS LE
RAPPORT PRÉSENTÉ EN 2017 - OPTION: RAPPORT D'AVANCEMENT)**

Non validé

14. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AJOUTÉES, EN FONCTION DU CONTENU ET DES OBJECTIFS DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [ARTICLE 111, PARAGRAPHE 4, DEUXIÈME ALINÉA, POINTS A), B), C), D), G) ET H), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

14.1. Les progrès de la mise en œuvre de l'approche intégrée de développement territorial, y compris le développement des régions confrontées à des défis démographiques et à des handicaps permanents ou naturels, le développement urbain durable et le développement local mené par les acteurs locaux, relevant du programme opérationnel

14.2. Les progrès accomplis dans la réalisation d'actions visant à renforcer les capacités des autorités nationales et des bénéficiaires à gérer et à utiliser les Fonds

14.3. Les progrès accomplis dans la réalisation d'éventuelles actions interrégionales et transnationales

14.4. Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

14.5. Les progrès accomplis dans la réalisation des actions en matière d'innovation sociale, le cas échéant

14.6. Les progrès accomplis dans l'exécution des mesures visant à répondre aux besoins spécifiques des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou des groupes cibles les plus menacés de pauvreté, de discrimination ou d'exclusion sociale, et particulièrement des communautés marginalisées et des personnes handicapées, des chômeurs de longue durée et des jeunes sans emploi, en précisant, le cas échéant, les ressources financières utilisées

Non Validé

**15. INFORMATIONS FINANCIÈRES AU NIVEAU DE L'AXE PRIORITAIRE ET
DU PROGRAMME [ARTICLE 21, PARAGRAPHE 2, ET ARTICLE 22, PARAGRAPHE 7, DU
RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]**

Non Validé

16. CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE (OPTION: RAPPORT D'AVANCEMENT)CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE (OPTION: RAPPORT D'AVANCEMENT)

Informations et analyses concernant la contribution du programme à l'application de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Informations et analyses concernant la contribution du programme à l'application de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

--

Non validé

17. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES — CADRE DE PERFORMANCE [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 2 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

Lorsque l'évaluation des progrès accomplis concernant les valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance démontre que certaines valeurs intermédiaires et cibles n'ont pas été atteintes, les États membres doivent donner les raisons sous-jacentes de cet échec dans le rapport de 2019 (pour les valeurs intermédiaires) et dans le rapport final de mise en œuvre (pour les valeurs cibles).

--

18. INITIATIVE POUR L'EMPLOI DES JEUNES [ARTICLE 19, PARAGRAPHES 4 ET 6, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1304/2013 (LE CAS ÉCHÉANT)]

Le rapport présenté en 2019 doit présenter et évaluer la qualité des offres d'emploi reçues par les participants à l'IEJ, y compris les jeunes défavorisés, les jeunes issus de communautés marginalisées et les jeunes qui ont quitté le système éducatif sans qualifications. Le rapport doit présenter et évaluer les progrès qu'ils ont accomplis en matière de formation permanente, dans la recherche d'un emploi durable et décent ou le suivi d'un apprentissage ou d'un stage de qualité.

Le rapport doit présenter les principaux résultats des évaluations concernant l'efficacité, l'efficience et l'impact de la contribution conjointe du Fonds social européen et des fonds spéciaux alloués à l'IEJ, notamment pour la mise en œuvre de la Garantie pour la jeunesse.

--

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
Résumé à l'attention des citoyens du Programme Opérationnel Interrégional FEDER pour les Alpes	Résumé à l'intention des citoyens	9 mai 2016			Résumé à l'attention des citoyens du Programme Opérationnel Interrégional FEDER pour les Alpes		